

Le budget n'a même pas tenu compte de cette situation. Il n'a pas tenu compte du fait qu'il y a littéralement des dizaines de milliers de jeunes, parmi la classe d'âge des 20 à 30 ans, qui se sont mariés dernièrement, qui ont une famille à élever et dont les perspectives d'emploi sont plutôt sombres. D'autres quittent les établissements d'enseignement supérieur, les universités ou les écoles postsecondaires; ils ne savent pas où chercher l'emploi que depuis longtemps nous considérons comme une aspiration de cette société.

Il y a une semaine, à peu près à cette heure-ci, je m'adressais à 300 étudiants d'école secondaire de Hamilton. Ils m'ont demandé, avec raison, quels débouchés s'offraient à eux. Ils ne peuvent pas poursuivre leurs études au niveau postsecondaire et ils n'y voient pas non plus d'avantage. Où sont les perspectives d'emploi que des gouvernements successifs leur ont fait miroiter? Ils sont désireux et impatients de travailler mais ils ne savent pas où se tourner. Dans la plupart des cas, leurs parents sont chômeurs et ils savent que si leurs parents ne parviennent pas à se placer avec l'expérience qu'ils ont, leurs chances à eux sont bien minces. Ils veulent savoir ce qui se passe et où va le pays.

C'est trop facile, monsieur le Président, de dire pour expliquer la situation que la conjoncture économique est le résultat de décisions qui ont été prises ou d'événements qui sont survenus dans d'autres parties du monde. C'est de la dérobade. Il est évident que nous avons été touchés par le ralentissement mondial mais nous n'avons rien fait ou presque pour compenser en améliorant ou en accroissant notre activité économique. La position que nous avons prise—en parlant du gouvernement et j'irais jusqu'à inclure les conservateurs—c'est que nous n'étions pas obligés d'appuyer les mesures comme celles que notre parti proposait il y a deux ans quand ce qui nous attendait était évident. Ils n'étaient pas disposés à appuyer des mesures qui auraient permis de créer des emplois dans les municipalités d'un bout à l'autre du pays. A ce moment-là, le fléchissement de l'économie commençait à se faire sentir.

Quand nous avons parlé de construire des voies ferrées, ce qui aurait permis de créer des emplois et de doter le pays d'un réseau de transport convenable, les conservateurs et les libéraux ont dit que c'était impossible, que nous ne pouvions pas nous le permettre. Quand nous avons proposé de construire des maisons pour loger ceux qui n'arrivaient pas à trouver un logement décent à un prix raisonnable, ce sont encore les conservateurs et les libéraux qui ont répliqué que cela coûterait trop cher.

Quand nous disions qu'il fallait parachever le pipe-line est-ouest afin d'être vraiment indépendants sur le plan énergétique, tout en créant des emplois et en construisant une infrastructure qui facilite la croissance nationale, ce sont les libéraux et les conservateurs qui ont dit que c'était trop cher pour nos moyens. Ils disaient cela quand il y avait 900,000 chômeurs et quand le déficit était de 11 milliards de dollars. C'est alors qu'ils affirmaient que nous ne pouvions pas nous le permettre. Aujourd'hui, il y a deux millions de chômeurs, le déficit dépassera 30 milliards et, surtout, nous dépensons environ un milliard par jour pour que les Canadiens puissent continuer à chômer.

Quand on regarde en arrière, on est forcé de constater qu'il y a eu de grossières erreurs de gestion causées par la politique conservatrice d'extravagance fiscale et par l'incapacité de comprendre qu'investir dans le Canada, c'est investir à bon escient.

### Article 21 du Règlement

Les conservateurs et les libéraux ne cessaient de dire que nous ne pouvions pas nous le permettre.

Je poursuivrai cet après-midi, monsieur le Président.

**M. le vice-président:** Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

### REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

## DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

### LA CONSTRUCTION NAVALE

LE PROGRAMME DES PROJETS SPÉCIAUX DE RELANCE—LE JUSTE PARTAGE AU NIVEAU RÉGIONAL

**M. Gaston Gourde (Lévis):** Madame le Président, le 25 avril 1983, le ministre des Approvisionnements et Services (M. Blais) au nom du ministre des Transports (M. Pepin) annonçait que le gouvernement fédéral dépenserait au cours des quatre prochaines années 630 millions de dollars par le biais du programme de projets spéciaux de relance afin de moderniser la flotte de la garde côtière canadienne. Le programme prévoit la construction de 11 nouveaux navires, l'amélioration de trois autres et l'acquisition de certaines embarcations plus petites. Selon le ministre des Approvisionnements et Services, ces projets de construction et de remise en état de navires auront une très forte teneur en éléments canadiens et permettront de créer 20,000 emplois d'ici 1986.

Madame le Président, ces nouvelles ne peuvent être qu'encourageantes pour les travailleurs des chantiers maritimes canadiens. J'escompte, cependant, que le gouvernement canadien s'assurera de donner à ces projets de relance une saveur régionale et que, dans la mesure d'un juste partage, les travailleurs des chantiers québécois y trouveront leur part plus particulièrement les chantiers de la Davie Shipbuilding Limited de Lauzon. Malgré l'intérêt du gouvernement pour les contrats à ce chantier naval, les chantiers de la Davie Shipbuilding Limited procèdent actuellement à un niveau d'emplois de 33 p. 100 de sa capacité. J'espère que le message sera entendu en haut lieu.

\* \* \*

[Traduction]

### LE COMMERCE INTERNATIONAL

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'ACCROÎTRE NOS LIENS ÉCONOMIQUES AVEC TAIWAN

**M. Gus Mitges (Grey-Simcoe):** Madame le Président, la République de Taiwan a fait de grands progrès sur le plan économique depuis 20 ans. Malgré les petites dimensions du pays, le revenu par habitant atteint près de \$3,000 américains et son économie est en plein essor pour ce qui est de répondre aux besoins de ses 20 millions d'habitants. Taiwan, sur le plan de l'économie et du niveau de vie, vient au deuxième rang en Asie après le Japon. En très peu de temps, Taiwan a comblé